AUX SANS-CULOTTES DES CAMPAGNES,

PAR un citoyen du département de la Drôme.

SECONDE ÉDITION.

Bons Sans-Culottes, au nom du salut de la Patrie, lisez cet écrit.

OCCUPÉ à élever une famille dans les vrais principes de l'égalité et de la liberté, retiré à la campagne, où je cultive en paix le bien de mes pères, déchargé d'une dîme odieuse, de droits seigneuriaux usurpés, et de toutes les oppressions de l'ancien régime féodal et fiscal, je me suis réveillé aux cris de la patrie en danger, j'ai lu les écrits des deux partis qui divisent la république ; je les ai lus sans passion, et voici ce que j'ai dit à mes bons, à mes dignes concitoyens, qui étoient venus me consulter sur la crise actuelle.

» Je ne lisois plus les feuilles publiques, depuis quelque temps ; mon cœur étoit navré de douleur, en voyant la convention employer un temps précieux

à des querelles particulières, à des divisions abominables. J'apprends que le 31 mai il y a eu à Paris un grand mouvement, une insurrection, que 200,000 hommes étoient sous les armes. D'après ce qu'on m'avoit dit des parisiens, de leur goût pour le sang et pour le pillage, de leurs projets de dissoudre la convention, je m'écriai aussitôt, tout est perdu; on doit tout égorger à Paris, et la convention doit être anéantie. Eh! bien, mes bons amis, par une suite d'un systême cruellement perfide et combiné avec scélératesse, on calomnioit les parisiens; apprenez qu'ils n'ont pas versé une goutte de sang, qu'ils ont respecté la propriété d'un chacun, qu'ils se sont contentés de demander l'arrestation de 29 députés; ils étoient 200 mille hommes sous les armes, ils pouvoient les arrêter eux-mêmes. Ils se sont soumis à la loi. J'ai été attendri de ce sublime spectacle.

Un décret de la convention rendu lors de la trahison de l'infame Dumouriez, dispose qu'elle pourra faire mettre en état d'arrestation tous les députés prévenus de conspiration contre l'état; c'est en vertu de ce décret que Marat, Égalité

et Sillery, députés, ont été décrétés d'accusation; alors personne n'a dit que la représentation nationale étoit violée, et Paris, dont Marat et Égalité étoient députés, a néanmoins respecté la convention. En conséquence la convention par une mesure de sureté générale indiquée par la loi, met en état d'arrestation les députés dénoncés, et ces parisiens auxquels on avoit reproché de vouloir les égorger, s'offrent pour être leurs ôtages et répondre de leurs vies aux départemens qui les ont nommés. J'ai trouvé cela bien beau.

Sont-ils coupables ces députés? Je ne puis vous l'affirmer, mes bons amis, je ne juge que pièces en main; mais j'ai de fortes probabilités contr'eux. 1.° Ils ont voulu sauver le tyran. 2.° Ils dirigeoient la convention; et la convention alloit mal. 3.° Les despotes avoient intérêt de les séduire, et l'or des Anglois peut bien les avoir achetés. 4.° Dumouriez les appeloit les chefs *de la partie saine* de la convention; les traîtres, vous le savez, ne font l'éloge que de ceux qui leur ressemblent. 5.° Ils calomnioient Paris, et Paris s'est conduit dignement le 31 mai,

1526

et a respecté la vie de ceux qui vouloient le réduire en cendres. 6.° Ceux d'entr'eux qui ont fui le décret d'arrestation, ont été souffler dans leurs départemens le feu de la guerre civile et la rebellion contre-révolutionaire. 7.° On a trouvé sur l'un des chefs des rebelles de la Vendée une lettre de *Duchatel*, député à la convention : or les députés arrêtés avoient fait tout au monde pour faire nommer ce *Duchatel* commissaire dans la Vendée, et ils y avoient malheureusement réussi. 8.° (Et c'est le point le plus important.) Depuis l'arrestation de ces 29 députés, la convention est calme, majestueuse et bienfaisante ; elle a décrété le mode de partage des biens communaux, celui de la vente des biens des émigrés, le principe aussi humain qu'équitable, que le citoyen réduit au nécessaire sera exempt à l'avenir de toute charge publique. Elle discute le mode de l'emprunt d'un milliard, et la constitution est déjà achevée. Nous allons l'avoir, mes bons amis, nous allons en jouir de cette constitution vraiment populaire. Je conclus de-là que la révolution du 31 mai a sauvé la république, que la convention va très-bien. J'en

suis vraiment content moi, et tous les citoyens pauvres doivent y applaudir. Les riches et particulièrement tous ces négocians qui profitent de notre misère, qui ont établi leur fortune sur la ruine du pauvre, ne doivent pas être si gais. Je vous la lirai la constitution, moi, elle n'est pas comme l'ancienne; elle est simple, nous y entendrons quelque chose, nous.

Tous les départemens qui environnent Paris, plus à même de connoître les bons et les mauvais patriotes, les mesures sages ou perfides, applaudissent à ce qui s'est passé à Paris, et félicitent Paris sur sa conduite. Donc Paris s'est bien comporté.

Dans nos départemens, plus éloignés du théâtre des événemens, et souvent influencés par des intrigans et par de faux patriotes, les choses ne vont pas si bien. Plusieurs administrations de département veulent aller réduire Paris en cendres, et ne reconnoissent plus de liberté dans la convention. Mais ce vœu des administrations ou de quelques administrateurs corrompus ou séduits, n'est point le vœu de leurs administrés; il n'est que celui de quelques individus *chargés d'expédier nos requêtes* bien et vîte, et

voilà tout, et qui devroient s'en tenir là, dès qu'ils répugnent à sauver la chose publique, en se mettant à la hauteur de la dernière révolution.

Mais supposons que Paris se soit mal conduit, que la convention ne soit pas libre, quoique la bonté de ses lois prouve qu'elle est libre pour faire le bien, que doivent faire ces administrations? Ce qu'elles auroient fait vis-à-vis du plus cruel ennemi de la république; ce que leur dictoit la raison envers des frères et des amis; avertir fraternellement les Parisiens, qu'ils avoient manqué à leur devoir; leur demander l'exposition franche, claire de leur conduite; comparer les pièces contr'eux avec celles qui sont en leur faveur; les effets de l'insurrection du 31 mai avec l'état de la république avant cette époque. En un mot, des administrations sages, patriotes, paternelles, prudentes, devoient, avant de prendre un parti, attendre d'avoir une connoissance exacte des faits, s'occuper de bonne foi des moyens d'acquérir cette connoissance, et ne pas mettre de la passion et de la partialité, où il ne falloit que de la sagesse et de la douceur.

1529

Qu'ont fait quelques administrations? Tout le contraire. Elles ont pris des mesures contre-révolutionnaires ; elles ont arrêté que les receveurs des districts ne payeroient plus au trésor public, moyen très-propre à livrer la république aux despotes étrangers : car, s'il n'y a point de fonds au trésor public, les troupes ne seront plus payées; elles se débanderont, & l'ennemi envahira notre territoire. Elles ont arrêté de ne plus reconnoître les décrets de la convention, ou bien elles ont très-insidieusement préparé les communes à émettre ce vœu liberticide, et appelé leur haine vengeresse contre Paris : ainsi, tout en jurant l'unité de la république, ces administrateurs la détruisent cette unité ; ils veulent abandonner ce centre commun, cette boussole salutaire, à l'aide de laquelle seule la France peut se sauver ; ils ne veulent pas reconnoître la convention, et les despotes pensent comme eux. D'où vient que des patriotes et leurs ennemis déclarés ont le même sentiment ? Comment combiner un plan général, pour repousser en même temps les tyrans au nord ; au midi, les rebelles de la Vendée, si les citoyens des dépar-

A

temens du nord, ceux du midi ne reconnoissent pas la même puissance? Ce n'est pas Marseille, ce n'est pas Nîmes, mes bons amis, qui nous sauveront, c'est la convention; s'en séparer, c'est être criminel, c'est vouloir anéantir la patrie.

Elle ont arrêté de faire marcher des bataillons sur Paris; mais pourquoi n'ont-elles pas, il y a quinze jours, formé ces bataillons, pour aller anéantir les espagnols, ou les rebelles de la Vendée? N'étoit-ce pas mille fois plus pressant? Et si ces bataillons étoient sur le point de marcher sur Paris, que devroient faire les bons citoyens? Les arrêter, éteindre bien vite le flambeau de la guerre civile, nommer des conciliateurs entre Paris et les départemens. Quand vous avez une affaire entre vous, courez-vous aussitôt aux armes, mes bons amis? Non. Vous nommez des arbitres; ils discutent vos différends, et vous finissez par vous embrasser. *D'ailleurs, dans tous les cas, de quelle nécessité marcher en armes sur Paris?* Les citoyens de cette ville ont déclaré qu'ils nous attendoient pour nous embrasser, et qu'ils nous rendoient les juges de leur conduite, quand nous serions sur les lieux

mêmes où se sont passés les événemens.

Nous avons vu, mes bons amis, que Paris s'est bien conduit, que la convention travaille bien, et quelques administrations mal. Voyons maintenant, pour nous éclairer davantage, de qui est composé ce parti qui ne reconnoît plus la convention, et qui veut armer de bons citoyens contre nos frères de Paris.

Quand il se forme deux partis dans la république, les ennemis de la révolution s'attachent à celui qui se rapproche le plus de leur façon de penser; telle a été leur marche constante depuis 1789. Or, je m'apperçois que tous les aristocrates et fanatiques embrassent le parti des ennemis de la convention et de Paris: je dois donc au moins me méfier de ce parti.

Tous les modérés s'y attachent aussi; je vois accourir d'abord des hommes de loi, des avoués, des juges, des prêtres, tous les amis de l'ancien régime, tous ceux qui ne se sont jamais prononcés en faveur de la cause de la liberté, et une foule de gens devenus patriotes, je ne sais comment. Voyez, mes amis, la carrière de la révolution est longue; plusieurs personnes essoufflées avant d'arriver au but,

sont obligées de se reposer dans les sentiers fangeux de l'aristocratie. Elles y entraînent quelquefois le peuple; mais il s'apperçoit bientôt du piége, et il revient à la route du patriotisme.

Le parti en question est encore composé de tous les gros négocians des villes populeuses, telles que Nîmes, Marseille, Bordeaux, Lyon. Mes bon amis, malheureusement le riche n'aime guères le pauvre, et si la convention favorise le pauvre par ses décrets, il est tout simple que les riches habitans des grandes villes si fertiles en moyens pour séduire les braves sans-culottes, s'attachent à calomnier la convention et qu'ils veulent détruire Paris qui aime, qui respecte la convention.

Mais pour nous assurer encore mieux des intentions du parti qui veut marcher sur Paris, examinons encore sa conduite. Il jure qu'il veut la république une et indivisible : mais les paroles sont bien trompeuses. Louis juroit la constitution; Dumouriez avoit prêté mille fois le serment de l'égalité et de la liberté; les ennemis de la république sentent bien que s'ils manifestoient ouvertement leur haine

pour la révolution, s'ils ne la masquoient pas sous des dehors trompeurs, avec de grands mots et de grandes phrases, ils seroient bientôt anéantis : aussi ils feignent au contraire de l'aimer, et ils égarent un peuple bon qui a trop de confiance en leurs perfides sermens.

Or que fait ce parti qui jure la république une et indivisible? Il en détruit l'unité, en ne reconnoissant plus la représentation nationale ; il en détruit l'indivisibilité, en voulant former une fédération contre Paris et les départemens qui embrassent le parti d'une ville qui a toujours voulu et sauvé la liberté.

Il déclame contre l'anarchie, ce parti, et cependant à Marseille, malgré un décret de la convention antérieur au 31 mai, il rétablit un tribunal que la loi réprouve. Il se permet de lever une force armée pour supprimer et récréer à son gré les autorités constituées, pour faire la police et usurper l'autorité législative dans les divers départemens. A Marseille l'esprit étoit bon : il y a quelque temps qu'il y a eu une révolution et que l'esprit public y est changé : il faut qu'il y soit devenu mauvais, c'est tout clair ça.

1534

Ce qui me prouve que ce projet de marcher sur Paris est bien dangereux pour la république, c'est que j'ai vu ce matin des aristocrates sourire et se toucher la main d'un air satisfait. Si les choses alloient bien pour nous, ils ne seroient pas si contens.

Ce qui a achevé, mes bons amis, de m'ouvrir les yeux sur les principes contre-révolutionnaires du parti en question, c'est une chose dont je pleurois hier de douleur. A Marseille, la société populaire a été détruite, ainsi qu'à Nîmes, Aix et Lyon, les patriotes y ont été incarcérés, opprimés. J'ai dit : Tous les tyrans, tous les ennemis de la révolution ont voulu détruire les sociétés populaires ; ainsi les despotes, les aristocrates dominent dans les villes où l'on a détruit les sociétés populaires. Le parti qui veut marcher sur Paris, ne veut pas que le peuple s'assemble, de peur sans doute que le peuple ne s'éclaire. Donc ce parti est aristocrate.

Il veut, dit-il, que les sections s'assemblent. Mais dans les sections, s'y rendent *tout le jour* et y délibèrent *tout le jour*, les gens riches qui ne font rien de *tout le jour* ; et quand le peuple y va le

soir, il trouve *besogne faite*, et on lui ravit sa liberté pendant qu'il travaille le champ qui doit nourrir ceux qui la lui enlèvent; d'ailleurs tel qui ose lever sa tête altière dans une *section* se garderoit bien de venir puiser le civisme et la lumière dans un *club*.

Mais, dit le parti, dans ces sociétés populaires il n'y avoit que des brigands, des pillards. Non, mes amis, cela n'est pas possible, tous les citoyens pauvres de Nîmes, de Marseille, de Lyon ne sont pas des coquins; s'il y en avoit quelques uns (*il y a des Judas par-tout*), il falloit les faire punir par les tribunaux, et ne pas ôter au peuple un de ses droits les plus chers et les plus sacrés, le droit de s'assembler en sociétés populaires.

D'après ce que je viens de vous dire, mes bons amis, vous voyez comme moi, que ce parti qui veut nous séparer de Paris, est un parti de contre-révolutionnaires qui veulent nous tromper, nous qui sommes peu au fait des nouvelles; mais il ne nous trompera pas, il a montré *le bout de l'oreille* en voulant détruire la convention au moment où elle fait payer

aux riches un milliard pour décharger le peuple d'autant, et qu'ils appellent le *pillage*, au moment où elle exempte le pauvre de toute charge publique, au moment où elle nous partage les biens communaux. Ces messieurs les riches n'aiment pas tous ces décrets là. Ils les appellent *je crois*, des décrets d'anarchistes ; mais il faudra qu'ils payent pourtant. Nos frères des campagnes y verront bientôt clair. Le parti a fini par montrer toute l'oreille d'un contre-révolutionnaire en détruisant les sociétés populaires ; les sociétés populaires se reveilleront. Déja un très-grand nombre s'est réuni contre le parti anti-révolutionnaire et en faveur de la convention. Allons, mes amis, ayons bonne espérance ; malgré la guerre, nous sommes plus à l'aise, nous allons avoir la constitution qui fera cesser la guerre, nous serons beaucoup mieux, encore. Nos riches des villes se tairont quand ils nous verront levés. La convention va bien. Allons au pied de l'arbre de la liberté boire en l'honneur de la convention, à la santé de nos sans-culottes de Paris et de tous nos frères des campagnes; et nargue de *l'aris-*

tocratie boutiquière des villes, et des intriguants qui singent le patriotisme; surveillons-les avec assiduité, et gardons-nous *dans les nouvelles élections* de leur redonner une confiance dont ils ont si cruellement abusé : que l'expérience du passé devienne enfin pour nous une leçon salutaire.

Quelques bons citoyens d'une commune voisine avoient écouté attentivement le discours du bon campagnard; ma foi, lui dirent-ils, la convention est mordieu bien libre aujourd'hui, puisqu'elle a fait la constitution et de si bons décrets: on ne nous l'avoit pas dit à nous ça. Elle étoit esclave quand elle ne faisoit que se battre : trompée par un mauvais patriote, notre commune a pris une délibération *aristocrate* contre la convention ; quand on a mal fait, il faut revenir sur ses pas, et bien faire. Nous allons dire à nos frères la vérité, nous ferons à la convention une nouvelle, une bonne adresse; en la voyant avec l'ancienne, elle saura bien distinguer *celle que nous avons faite et celle qu'on nous a fait faire*. Adieu bon père, nous vous aimons, nous aimons la con-

vention, nous aimons Paris, et bientôt tout le village, excepté certain marchand bien riche, sera de notre avis. Vivent nos frères de Paris et vivent tous les bons patriotes.

24 juin 1793, l'an 2 de la république.